

# Contester dans un pays prospère

L'extrême gauche en Belgique  
et au Canada

Anne Morelli et José Gotovitch (dir.)



# Contester dans un pays prospère

L'extrême gauche en Belgique  
et au Canada

Anne Morelli et José Gotovitch (dir.)



# Introduction

## Prospérité et contestation

Anne MORELLI & José GOTOVITCH

*Centre d'histoire et de sociologie des gauches  
Institut de sociologie, ULB*

Cet ouvrage est issu d'un colloque belgo-canadien<sup>1</sup> intitulé : « Contester dans un pays prospère. L'extrême gauche au Canada et en Belgique ».

Sur une affiche, une main anonyme avait souligné l'adjectif « prospère » et y avait ajouté une question : « Pour qui ? ». Cette question traversera évidemment toutes ces pages.

La Belgique et le Canada, deux pays industrialisés depuis longtemps figurent actuellement parmi les dix pays du monde ayant le meilleur niveau de vie général (revenus, soins de santé, scolarisation, espérance de vie, etc.). Mais cette prospérité n'est pas, rappelons-le, partagée par tous.

L'extrême gauche, dans l'un et l'autre pays, peut donc (et a pu) s'appuyer sur le mécontentement d'une frange de la population : exclus du travail ou menacés de l'être, personnes craignant de voir leur niveau de vie et leur protection sociale s'effondrer, femmes, intellectuels prolétarisés, immigrés récents, etc.

Mais, d'emblée, une question se pose : toute contestation serait-elle éliminée d'un pays où chacun des habitants serait « prospère » et socialement à l'abri. Satisfait de leur condition, cesseraient-ils de contester ?

Rien n'est moins sûr car la contestation la plus radicale de l'ordre social et des déséquilibres internationaux est souvent le fait de nantis. Les théoriciens de l'anarchisme (Kropotkine, Tolstoï), comme les

---

<sup>1</sup> Il s'est déroulé du 18 au 21 mai 2005 à l'ULB. Le colloque a bénéficié de l'aide financière du FNRS et de l'ULB. Ce volume ne peut cependant être considéré comme les « Actes du colloque », car il ne reprend et développe qu'une partie des communications.

étudiants parisiens de 1968 ou Marx lui-même, étaient issus de familles aisées. Ils ne revendiquaient rien quant à leur situation personnelle mais leur position de privilégiés leur permettait d'analyser avec acuité la réalité sociale, économique et politique et de la critiquer violemment. « Contester » peut donc même apparaître comme un luxe de privilégiés ayant le temps et la disponibilité d'esprit de repenser le monde, tandis que ceux qui luttent au quotidien pour leur survie n'en ont pas la possibilité.

Si tous les habitants du Canada et de Belgique connaissaient donc une utopique et enviable prospérité ainsi que la stabilité sociale, ils pourraient cependant continuer à se mobiliser pour des questions telles que l'exploitation du Tiers-Monde, la libre circulation des personnes, l'opposition aux guerres impérialistes, ces problématiques qui mobilisent l'extrême gauche et justifient nombre de ses actions.

### Une définition ?

Existe-t-il une définition opératoire de l'extrême gauche ? La confusion est grande puisque le terme a été doublé voire multiplié : ne parle-t-on pas également de l'ultra-gauche, de la gauche radicale et de la gauche de la gauche ?

Aujourd'hui que la décantation est faite, certains contestent (c'est bien le moins !) le label d'extrême gauche à Mai 68, comme l'on s'interroge sur la place exacte de l'altermondialisme sur la ligne gauche-droite. Les générations punk et *new-wave* fréquentées par de nombreux « gauchistes »<sup>2</sup> furent-elles d'extrême gauche ? Comment tracer une frontière logique entre « extrême gauchistes » et libertaires ?

Il est cependant convenu et accepté de faire une place spécifique aux marxistes dans l'extrême gauche fondée sur la volonté de modifier les rapports de production et de propriété par la lutte de classes et/ou la révolution. Cette veine implique tous les courants communistes depuis les utopistes jusqu'aux multiples rameaux trotskystes et aux parallèles dites « maoïstes ». Cette famille, le plus souvent violemment déchirée, prône cependant l'organisation, la discipline, la verticalité.

C'est précisément cette forme hiérarchisée qui fut mise en cause en Mai 68 par une nébuleuse qui explosa en une branche encore plus militarisée et qui dériva vers la lutte armée, alors qu'une autre retrouvait les charmes de l'anarchie, hostile à toute discipline. C'est au sein de cette dernière constellation que naquit une certaine gauche (est-elle extrême ?) qui se voulut une réponse à la globalisation. Il s'agissait de

---

<sup>2</sup> Cf. Christophe Bourseiller, *Extrême gauche : la tentation de la réforme*, Paris, Éditions Textuel, 2006.

donner une réponse mondialisée, par un mouvement horizontal, liant des groupes spécifiques pour des luttes spécifiques à fortes connotations morales, englobant largement les acquis et les objectifs du mouvement écologique.

Par là même, la lutte anti-impérialiste et l'anticolonialisme se muent souvent en luttes humanitaires, les Internationales faisant place aux ONG, la solidarité allant désormais non plus vers les militants mais s'adressant aux « victimes ». L'extrême gauche se retrouve-t-elle dans ces actions ? Les utopies sont-elles définitivement éculées, le grand soir rangé au magasin des accessoires au profit de l'action directement utile, en phase directe avec l'indignation, l'émotion mais aussi les besoins concrets, immédiats des « gens » et non plus les « aspirations de classes » ? En Belgique, même le PTB considéré comme marxiste-léniniste orthodoxe a changé de vocabulaire et a adopté comme slogan électoral « Les gens d'abord, pas le profit ».

Le paysage s'est donc fortement brouillé et l'extrême gauche peine à se définir, comme historiens, sociologues et politologues peinent à la circonscrire tout en multipliant les publications à son propos.

Cet ouvrage a l'originalité de développer une approche binaire qui tente la comparaison entre deux pays de par leur histoire propre et contrastée peu portés à l'utopie.

### **L'extrême gauche comme constellation**

Le panorama de l'extrême gauche au Canada et en Belgique comporte des différences mais aussi de nombreuses similitudes. Dans les deux pays, les différentes tendances de la gauche radicale sont à ce point parcellisées qu'elles en deviennent parfois quasiment invisibles dans l'espace politique général. Communistes, anarchistes, trotskystes, maoïstes, ces différentes composantes de l'extrême gauche consacrent beaucoup de temps et mènent de nombreuses actions, au Canada (l'exemple du FRAP de 1970 à 1974 est très révélateur à ce sujet) comme en Belgique, en faveur des luttes intestines, prolongeant en cela les déchirements entre marxistes et anarchistes au sein de l'Internationale. Les lieux et moments d'unité réelle sont rares, fragiles et éphémères. Le 1<sup>er</sup> mai à Montréal, avec sa succession de groupes divers formant cortège, en est un. Il étonne en Belgique où la concurrence, traditionnelle au XX<sup>e</sup> siècle, entre les cortèges socialiste et communiste a fait place à une concurrence entre diverses fêtes du 1<sup>er</sup> mai (3 ou 4 à Bruxelles selon les années) qui ont renoncé de fait à occuper l'espace public.

Attac est en Belgique un des rares lieux de convergence des gauches radicales mais n'est pas exempt de tensions internes et de volonté d'y prendre le pouvoir.

Si les « Cahiers socialistes », dont Eva Schandevyl nous parle dans ces pages, sont bien un lieu de convergence, après la Seconde Guerre mondiale, d'une génération de jeunes bourgeois bruxellois, anciens étudiants de l'ULB ayant des tendances anarchistes, trotskystes ou socialistes, leur unité s'inscrit principalement dans un fervent anticommunisme antérieur à la guerre froide.

Le morcellement infinitésimal de l'extrême gauche n'a rien d'anecdotique mais est, au contraire, une de ses caractéristiques fondamentales qui pose aussi la question de son insertion et de ses rapports avec la gauche classique, le mouvement étudiant et le mouvement syndical.

### Où commence l'extrême gauche ?

La question est pertinente au Canada comme en Belgique. Y a-t-il une extrême gauche parmi les écologistes ? Le commerce équitable mène-t-il à une contestation radicale du système économique ? Les mouvements étudiants font-ils partie (et dans quelle mesure) de la contestation d'extrême gauche ?

Plusieurs contributions posent ces questions et la dernière, concernant le lien entre extrême gauche et mouvement étudiant, est traitée par Rik Hemmerijckx pour la Belgique et par Marc Comby pour le Canada.

Pour le Canada, l'année 2005 a été marquée par de longues grèves étudiantes. Par ailleurs, la « slow attitude » qui est née au Québec en opposition à la frénésie, à la restauration rapide, à la vitesse et à la surconsommation est aussi un indice de protestation à replacer dans un cadre plus général. Mais on doit se demander si ces attitudes sont des débuts de politisation contestatrice ou des frémissements sans lendemain.

Par ailleurs, la naissance d'un nouveau parti, *Québec solidaire*, en 2006, est-elle à situer dans les formations politiques classiques ou dans l'extrême gauche ? Son programme est clairement écologiste, féministe et altermondialiste et l'un des porte-paroles de *Québec solidaire*, Amir Khadir, insiste sur la justice sociale et la résistance au néo-libéralisme : « Nous voulons être un rempart contre la toute-puissance du marché et des multinationales. »<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> *Le Vif-Express*, 16 mars 2006.

Ce parti se veut plus à gauche que le Parti québécois mais s'affirme aussi souverainiste. Est-ce compatible avec une appartenance d'extrême gauche ?

Ce lien entre nationalisme et extrême gauche est une particularité québécoise. Ce lien est puissant au Québec alors qu'en Belgique le nationalisme est l'apanage de la droite. La contribution de Sean Mills sur la gauche montréalaise et celle de Marc Comby sur le FRAP nous font réfléchir à ce nationalisme de gauche qui sous-tend la révolution tranquille. Ce nationalisme québécois n'est pas seulement nationaliste mais se nourrit aussi d'une dimension internationale d'extrême gauche (notamment en matière de décolonisation), faite de lectures communes et d'interactions, qui finissent par atteindre aussi les anglophones et les immigrants récents.

Quant aux rédacteurs des « Cahiers socialistes » en Belgique peut-on les étiqueter de penseurs d'extrême gauche ? S'ils sont un peu marginaux à l'époque où ils collaborent à cette revue, ils finissent cependant tous très intégrés dans les structures dominantes : comme chef de cabinet, comme directeur d'administration, ou encore dans un poste-clé de la radio-télévision belge.

### **Extrême gauche et syndicats**

La création même de syndicats, dans le contexte canadien, a pu apparaître comme révolutionnaire, même si, de notre point de vue, ce syndicalisme nous semble très – trop ? – modéré.

Gustave Francq, par exemple, peut nous apparaître, avec un certain recul comme un bourgeois fort peu contestataire mais il est certainement apparu au Canada comme révolutionnaire à un certain moment de sa vie, non seulement parce que fondateur de syndicats mais aussi parce qu'il remettait en cause la main mise de l'Église sur la société canadienne.<sup>4</sup>

Et si ces syndicats canadiens n'ont rien de révolutionnaire, ils ont bel et bien contribué à diminuer le nombre d'heures de travail et à améliorer les salaires. D'un point de vue patronal, ce syndicalisme est dès lors audacieux, voire subversif.

Le FRAP au Québec a également fait l'expérience d'un lien difficile avec les syndicats qui, pour une part, soutenaient une action politique d'extrême gauche autonome.

La même question – « les syndicats sont-ils de gauche, voire d'extrême gauche ? » – peut être posée pour la Belgique comme pour les syndicats présents au Canada.

---

<sup>4</sup> Voir à ce sujet le livre de Leroux, E., *Gustave Francq : figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*, Montréal, VLB Éditeur, 2001.

Les grands syndicats belges développent en matière sociale et politique une attitude globalement conciliante avec le système en place et évitent systématiquement les affrontements violents. La base dépasse donc fréquemment la direction syndicale lors de conflits sociaux, au point qu'on a pu parler de « grèves anti-syndicales » ce qui peut sembler être, en apparence seulement, une contradiction.

En effet, deux contributions de ce volume abordent cette question pour la Belgique. Francine Bolle évoque la contestation à l'intérieur des syndicats, entre les radicaux et la direction syndicale socialiste, lors de mouvements de grève qui sortent « des entrailles du capitalisme » dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, José Gotovitch présente les éphémères syndicats proprement communistes (avec leurs difficultés financières et leurs changements mortels de tactiques) et le rôle de ferment révolutionnaire que les communistes ont tenté de jouer au sein des syndicats réformistes. Les « impatientes » qui dépassent par la gauche la concertation syndicale, les « indisciplinés » qui plaident pour une ligne offensive et contestent ce qu'ils considèrent comme la bureaucratie syndicale, finissent par être expulsés. Ils remettent radicalement en cause le capitalisme et la social-démocratie. Leurs stratégies varient du noyautage à la création de fractions, voire de syndicats révolutionnaires (Chevaliers du Travail). Leur radicalisme est souvent sanctionné en les écartant des fonctions dirigeantes du syndicat ou en les expulsant. Les Comités de grève révolutionnaires sont de même souvent sanctionnés par les directions syndicales.

La question de la place des militants d'extrême gauche dans les syndicats belges reste d'actualité dans la Belgique du XXI<sup>e</sup> siècle. Les directions syndicales continuent à être accusées par les radicaux de traîtresses à la cause des travailleurs, traités de provocateurs ou manipulateurs irréalistes, finissent à leur tour par être expulsés des syndicats au sein desquels ils sont souvent les militants les plus dynamiques. Toute tentative d'organiser séparément un syndicat d'extrême gauche a, jusqu'à présent, échoué en Belgique.

### **Des développements récents**

À travers les contributions de Jean Faniel, Jill Hanley et le texte collectif des Piments rouges, quelques caractéristiques de l'extrême gauche actuelle au Canada et en Belgique émergent.

Celle-ci n'échappe absolument pas aux divisions de la gauche radicale qui se sont déjà manifestées aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

L'extrême gauche existe bien en Belgique comme au Canada mais elle est divisée en groupuscules innombrables aux objectifs souvent limités et aux causes morcelées. Les déçus par le manque d'envergure

générale de ces mouvements et par les luttes fratricides de l'extrême gauche sont pléthore. On peut affirmer que cette hémorragie permanente est même le problème fondamental de la gauche radicale. Si elle pouvait maintenir comme militants, ou même sympathisants, tous ceux qui, à un moment ou à un autre de leur vie, l'ont approchée, l'extrême gauche aurait une importance politique évidente. Mais les déçus de la gauche radicale se transforment très rapidement en adversaires.

Par ailleurs, les causes pour lesquelles milite l'extrême gauche sont très variées et manquent souvent d'un fil conducteur politique clair. Ces luttes se mènent, en Belgique comme au Canada, autant contre le machisme que contre la « mal-bouffe », contre le militarisme ou les contraintes autoritaires. Par ailleurs, comme le démontrent les contributions de Jill Hanley et Jean Faniel, on se mobilise, au Canada comme en Belgique, pour les exclus de la prospérité : sans-papiers, sans travail ou sans logis, établis dans nos pays « prospères » ou vivant dans le Tiers-Monde.

Au-delà de ces objectifs ponctuels, les jeunes militants de l'extrême gauche, tels les Piments rouges qui en témoignent, ont des difficultés (ou peu d'envie) à relier entre elles ces causes par une réflexion politique théorique et globale.

La confusion idéologique est acceptée comme inéluctable et insurmontable. Elle règne aussi dans les milieux altermondialistes où l'on ne tient pas à clarifier les projets de changement (changer le monde avec quels moyens ? Quel rapport à la violence ? Pour imposer quel ordre social différent ?) mais où chaque groupuscule espère bien imposer son point de vue.

Finalement, ce puzzle convaincra le lecteur comme il a convaincu les éditeurs, que l'extrême gauche existe puisqu'elle peut s'étudier, qu'il est utile et important de l'étudier puisque son parcours et sa diversité sont inscrits dans tous les moments de modernité de nos sociétés contemporaines, dont elle éclaire les recoins souvent obscurs des aspirations au changement ; que ses échecs ou ses transformations imposent des questionnements fertilisants dont profite tout scientifique dont le métier est d'expliquer le monde, qu'il endosse ou non la mission que leur confiait un grand barbu du passé : le transformer.